

La République Coopérative du Guyana en 2030



Territoire

Le Guyana, situé sur la côte nord-est de l'Amérique du Sud, s'étend sur 215,000 km². Georgetown, la capitale située en dessous du niveau de la mer, est de plus en plus menacée par la montée des eaux, aggravée par des infrastructures de protection côtière insuffisantes qui peinent à contenir les inondations régulières, surtout pendant la saison des pluies.

Démographie et développement

La population du Guyana, d'approximativement 800,000 habitants, est en baisse. Le pays est marqué par un taux d'émigration élevé dû à la pauvreté et misère omniprésente mais aussi aux conditions environnementales presque insoutenables. Son PIB est de 6 milliards de dollars, reflétant une économie dépendant lourdement des industries extractives, notamment l'or et la bauxite. Le développement est entravé par un manque d'investissement dans les secteurs clés comme la technologie et l'éducation, avec un taux de chômage qui reste parmi les plus élevés de la région.

Régime politique et relations internationales

Le Guyana est une république anglophone indépendante de la Couronne britannique mais faisant tout de même partie du Commonwealth. Son gouvernement, dirigé par un parti conservateur centré sur l'exploitation des ressources naturelles, montre peu d'initiative pour les réformes environnementales nécessaires à la protection de ses côtes et de ses écosystèmes. Au niveau international, les relations tendues avec le Venezuela, notamment sur la question de l'Essequibo, exacerbent les tensions régionales et limitent les possibilités de coopération pour des initiatives de développement durable. Au-delà du continent, le Guyana est un grand allié des États-Unis, surtout depuis que celui-ci a découvert de nouveaux gisements de pétrole dans la région d'Essequibo. Les États-Unis sont le partenaire économique principal du Guyana.

Conflits

Le Guyana connaît actuellement des tensions avec certains de ses voisins : le Venezuela et le Suriname. En 2023, le Venezuela a organisé un référendum où 95 % de la population s'est prononcée en faveur de l'invasion de la région riche en pétrole d'Essequibo, située au Guyana. Cependant, le Venezuela n'a pas mis cette invasion à exécution en raison de sanctions économiques encore plus sévères imposées par les États-Unis. Par ailleurs, le Guyana occupe la région de Tigri en raison de revendications historiques et de la présence continue de ses forces dans la zone. Ce territoire est disputé avec le Suriname, et bien que des tentatives de négociation aient eu lieu, aucun accord définitif n'a encore été atteint. Les deux pays cherchent tout de même une solution pacifique.

Lois et décisions majeures depuis 2024

Le gouvernement actuel a fait passer plusieurs lois favorisant les intérêts des grandes entreprises, avec des lois assouplissant les réglementations environnementales pour attirer l'investissement étranger. En 2029, une loi sur la sécurité nationale a été adoptée, augmentant les pouvoirs de surveillance et restreignant les libertés civiles, justifiée par la nécessité de maintenir l'ordre face aux troubles sociaux et aux menaces externes.

En 2030, face à la montée des eaux à Georgetown, le gouvernement a commencé la construction d'une nouvelle capitale au sud du pays.

Avancées

On remarque des progrès dans l'expansion des secteurs minier et agricole. Cependant, les efforts pour améliorer l'infrastructure anti-inondation à Georgetown sont insuffisants, ce qui laisse la ville vulnérable aux catastrophes naturelles. Les initiatives écologiques sont sporadiques et largement insuffisantes face à l'ampleur des défis climatiques.